

## 2 Politique

## Activités présidentielles

## L'axe Libreville-Ryad au menu

J.O.  
Libreville/Gabon

LE chef de l'État, Ali Bongo Ondimba a reçu en audience hier, jeudi 19 septembre 2019, l'ambassadeur d'Arabie saoudite au Gabon, Abdulrahman Salam Aldahas. Au cours de leur entretien, les deux personnalités se sont félicitées de l'excellence des relations diplomatiques entre Ryad et Libreville. Faisant ainsi un large tour d'horizon de la coopération multisectorielle entre les deux pays. Les questions d'ordre économique étaient en bonne place lors de leurs échanges.

Le numéro un gabonais a

sollicité de son interlocuteur qu'il œuvre avec les autorités locales à hisser ces liens bilatéraux à un niveau supérieur, dans le cadre d'une mutualisation des efforts. D'autres sujets, notamment au plan international, ont été abordés pendant cette audience. À noter que cette rencontre entre le numéro un gabonais et le diplomate saoudien intervient au lendemain de la commémoration du 89e anniversaire du royaume d'Arabie saoudite. Au Gabon, cet événement a été célébré le 23 septembre dernier dans un hôtel de la place. Plusieurs personnalités gabonaises étaient présentes. Il s'agit entre autres du président de l'Assemblée nationale, Faustin Boukoubi



Le chef de l'Etat s'entretenant avec le diplomate saoudien.

et du secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Yves Teale,

également présent à l'audience d'hier. À cette occasion, Abdulrah-

man Salam Aldahas avait réaffirmé la volonté de son gouvernement de travailler

avec tous ses partenaires. "Je saisis, avait-il dit, cette occasion pour affirmer que le Royaume d'Arabie saoudite fournit son aide et ses crédits avantageux à de nombreux pays, sans conditions politiques, ni revenus économiques rentables, comme c'est le cas du Fonds saoudien pour le développement".

Et s'agissant de la coopération entre Libreville et Ryad, l'ambassadeur avait rappelé que le Gabon et l'Arabie saoudite travaillent avec acharnement pour renforcer les relations bilatérales politiques et économiques. "Des représentants des deux pays ont récemment échangé des visites, afin d'examiner les opportunités de coopération et d'investissement...".

Photo : Presse Présidentielle

## Présidence de la République

## Ali Bongo Ondimba attendu à Franceville aujourd'hui

Stéphane MASSASSA  
Libreville/Gabon

ANNONCE de longue date dans sa province natale, le chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, est attendu à Franceville, chef-lieu de la province du Haut-Ogooué, ce vendredi 27 septembre 2019. Il s'agit de sa première visite à l'intérieur du pays depuis cette période sombre du 24 octobre 2018, date à laquelle il avait été victime d'un accident vasculaire cérébral (AVC).

De retour au pays depuis plusieurs mois déjà, le président de la République avait plusieurs fois été annoncé dans sa terre natale sans pour autant



Une scène de la dernière visite officielle du chef de l'Etat en terre altoogovéenne.

s'y rendre. La dernière en date était l'annonce faite par son directeur de cabinet, Brice Laccruche Ali-

hanga, lors de son passage dans le département Lékon-Lékori (Akiéni), dans le cadre de sa tournée.

Selon certaines informations, dès lundi dernier, c'est presque toutes les autorités de la province

du Haut-Ogooué qui s'attendent à accueillir le numéro un gabonais, par ailleurs, fils du coin. Une rencontre présidée à l'Hôtel de Ville de Franceville, par le secrétaire général de la province du "G2", Nicole Nouhondo et le maire de ladite commune, Joachim Lékogho, avec le gotha politico-administratif de Franceville visait à trouver le meilleur dispositif pour pouvoir réserver un accueil chaleureux au président de la République, pour son retour parmi les siens. Les échanges auront essentiellement porté sur les points de mobilisation à mettre en place dans le cadre de cette visite. " Nous avons le privilège et la grâce de recevoir le président Ali Bongo Ondimba

en premier, dans le Haut-Ogooué, c'est pourquoi il est de bon aloi que nous lui réservions un accueil des plus délirants ", a déclaré la secrétaire générale de province, au sujet de l'arrivée du chef de l'Etat.

Rappelons que cette visite du président de la République, Ali Bongo Ondimba, intervient au moment où son directeur de cabinet entame la dernière étape de sa tournée interprovinciale, au cours de laquelle il est porteur de son message. Lequel message vise d'une part, à remercier les populations gabonaises pour leur soutien tout au long de ces derniers mois, et d'autre part, à les rassurer quant à son état de santé qui, chaque jour, s'améliore davantage.

Photo : DCP/ L'Union

## Clôture de la deuxième session ordinaire du CESE axée sur le conflit homme-faune

## Vers la mise en œuvre d'une stratégie nationale

Martina ADA METOULE  
Libreville/Gabon

LES travaux de la deuxième session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) ont pris fin hier. Entamées depuis plus de deux semaines, les réflexions des conseillers étaient axées autour de la question relative au conflit homme-faune. C'est dans ce sens, qu'au terme de leurs travaux, le président de l'institution, René Ndemezo'Obiang, et ses collègues ont formulé un certain nombre d'avis visant à régler le phénomène.

En termes d'actions dites fortes, le CESE a indiqué qu'il "apparaît indispen-

sable, voire urgent, que le gouvernement alloue des moyens financiers conséquents à la mise en œuvre de la stratégie nationale et du plan d'actions relatifs aux conflits homme-faune élaborés en 2014". Aussi, les conseillers estiment-ils que, dans le même esprit, "la réforme en cours du cadre juridique devrait permettre au gouvernement de mettre en place une réglementation plus adaptée, qui tienne compte de tous les facteurs à l'origine du conflit homme-faune, notamment le plan d'affectation des terres et les mécanismes de compensations destinées aux populations lésées".

S'agissant du plan d'affectation des terres en question, il a été démontré par le CESE, qu'il est l'un des



René Ndemezo'Obiang clôturant les travaux.

paliers stratégiques fondamentaux pour la gestion

de ce conflit. Ce d'autant que, selon René Ndeme-

zo'Obiang, "il constitue une méthode préventive visant à réduire les conflits homme-faune grâce à la création de paysages dans lesquels les populations locales et les espèces sauvages peuvent coexister, en ayant un impact négatif aussi faible que possible les uns sur les autres". En outre, dans la stratégie nationale et le plan de gestion des conflits de ce genre, il est prévu, l'implication de nouvelles parties prenantes aux côtés des acteurs institutionnels traditionnels, pour plus de célérité et de transparence dans "le traitement des demandes d'indemnisations des victimes des conflits homme-faune d'une part; d'autre part, pour garantir une mise en œuvre réelle et efficace des objectifs sociaux de la politique fores-

tière nationale".

Fort de ce qui a été présenté à l'assistance, l'institution s'est proposée d'assurer la coordination du comité de suivi évaluation et de gestion des conflits homme-faune en vertu "de la mission de suivi évaluation des politiques publiques qui lui est dévolue par la Constitution en ses articles 103 et 104", a conclu René Ndemezo'Obiang qui n'a pas manqué de relever l'appui "essentiel" de la FAO, du WWF et des ONG internationales que nous devons, pense-t-il, "capitaliser pour assurer le déploiement d'une cartographie sociale des zones rurales impactées par le phénomène, assortie d'une classification des zones les plus touchées et celles les moins touchées".

Photo : Wilfried MBINAH